



SÉCURITÉ ET CITOYENNETÉ : NOUVELLES DÉFINITIONS ET NOUVEAUX PARTENARIATS AVEC L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Punam Khosla¹

INTRODUCTION

Le rythme sans précédent avec lequel les gens, les biens, les capitaux et les informations se déplacent autour du globe change à la fois la structure et les valeurs de nos sociétés. Après 30 ans de restructuration économique et politique, les finances et le commerce sont devenus les grands principes organisationnels de la vie civique. La gestion publique se transforme de fond en comble à mesure que le pouvoir politique et la responsabilité sociale se déplacent simultanément vers le sommet, entre les mains des blocs commerciaux et des institutions mondiales,

¹ Texte préparé dans le cadre du projet « Du local au mondial : construire la démocratie » 2004-2006 du Carold Institute (www.carold.ca).

vers l'extérieur, entre les mains du secteur privé, et vers la base, entre les mains des administrations municipales et des particuliers (Swyngedouw, 2000).

Bien que ces changements de cap soient contestés, et qu'ils soient appliqués de façon irrégulière, ils s'inscrivent dans cette puissante vague internationale qui vise à étendre la marchandisation, la privatisation et la concurrence du libre marché à tous les domaines de l'existence humaine. À mesure que les États délaissent, dévoluent, réduisent, voire suppriment leurs fonctions en matière de sécurité sociale et de bien-être public pour favoriser l'entreprise privée, ils consacrent sans cesse davantage leurs discours, leurs actions et leurs ressources aux questions de sécurité « publique » ou « nationale ». Au lieu de combler les écarts sociaux et de corriger les inégalités, ils les acceptent et les perpétuent avec les forces de l'ordre.

Dans les pays du Nord comme du Sud, les grandes villes et les villes-régions sont devenues des actrices importantes dans ce scénario. Non seulement sont-elles les centres de commande, de contrôle et de services pour les activités mondialisées des entreprises et du milieu financier (Sassen, 2001), elles accueillent aussi des populations dont les rangs ne cessent de grossir, mais dont les moyens de subsistance diminuent à mesure que la pauvreté explose et s'étend. Nulle part ailleurs que dans les villes voit-on une preuve aussi claire que la mondialisation a produit des divisions sociales marquées.

Le rythme accéléré de l'urbanisation remodèle d'ailleurs de façon spectaculaire la géographie sociale de notre monde. Il y a seulement 200 ans, dans les années 1800, à peine 2 % de la population vivait dans les villes. Actuellement, 180 000 personnes par jour affluent dans les grands centres. Voilà pourquoi les Nations Unies prévoient que d'ici 2008, plus de la moitié de la population mondiale habitera dans une région urbaine². Autrefois, les mouvements d'urbanisation étaient étroitement associés à l'expansion industrielle et à la croissance économique. De nos jours, les villes grandissent alors même que les économies ralentissent et que la désindustrialisation, le chômage et la pauvreté gagnent du terrain (Davis, 2004). Actuellement, les bidonvilles sont les établissements urbains qui connaissent l'expansion la plus rapide partout dans le monde, mais en particulier dans les pays du Sud³.

Pour les populations du Sud, le rêve d'une vie meilleure à New York, Los Angeles, Londres, Paris ou Toronto paraît à portée de main. Les gratte-ciel des villes occidentales ne sont cependant pas tous recouverts d'or. Le fossé qui ne cesse de s'élargir entre les nations riches du Nord et les nations pauvres du Sud – qui a d'ailleurs provoqué de si vastes protestations contre la mondialisation des entre-

² Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Urbanisation – faits et chiffres. Internet : hq.unhabitat.org/mediacentre/backgrounders.asp

³ Ibid.

prises – atteint maintenant le paysage urbain de l’Occident. Même si la polarisation interne a longtemps fait partie de la réalité des villes européennes et nord-américaines, elle réapparaît aujourd’hui sous la forme de nouveaux types de ségrégation et de re-ségrégation plus profonds et plus insidieux. Les lignes de fracture sont géographiques, car elles relèguent les populations dans des milieux semblables aux bidonvilles à l’intérieur des grands centres urbains, mais les lignes de fracture sont également économiques, sociales et politiques. Les migrants étrangers, les femmes, les gens de couleur, les autochtones et les travailleurs sont constamment repoussés vers les marges de la vie matérielle et démocratique dans les villes occidentales (Koffman, 1995; Davis, 2000; Harvey, 2000). Par conséquent, les frontières de la citoyenneté s’érigent aussi bien à l’intérieur des frontières nationales qu’autour de celles-ci. Le passeport et le statut officiel de citoyen deviennent de plus en plus importants, mais ils ne garantissent ni l’appartenance sociale ni le plein exercice des droits de citoyenneté.

Malgré leur nombre croissant, les personnes d’origine non européenne, immigrantes ou citoyennes, demeurent exclues : elles sont privées d’une participation significative à la vie économique, politique et sociale. Quant aux communautés racialisées, leur existence est marquée simultanément par une hypervisibilité et une invisibilité qui dégradent leur humanité. Pour les femmes, s’ajoute l’inégalité entre les sexes qui les efface encore davantage du paysage social dans les villes occidentales, même si elles assument des responsabilités plus lourdes que jamais pour assurer la survie de leurs familles et de leurs communautés.

Dans le présent article, j’examine les effets de la pauvreté racialisée et sexuée sur la citoyenneté sociale des femmes de couleur⁴ vivant dans les quartiers pauvres de Toronto. Mon analyse s’inspire d’une recherche-action menée de 2000 à 2003. Intitulée *Breaking Isolation, Getting Involved (Briser l’isolement, s’engager)*, elle portait sur la situation, les besoins et les désirs des femmes victimes de multiples formes de marginalisation dans la métropole ontarienne.

TORONTO

Toronto est la plus vaste métropole du Canada. C’est l’une des villes qui accueille la population la plus diversifiée au monde, l’un des centres financiers qui connaît la croissance la plus rapide en Amérique du Nord et la destination que choisissent plus de 42 % des immigrants à leur arrivée au pays. Sa population de 2,4 millions

⁴ Le mandat convenu pour le projet de recherche ne prévoyait pas d’inclure les femmes des Premières nations. Il reste donc à documenter leur situation qui est tout aussi pressante sinon plus que celle des participantes d’origine non européenne.

d'habitants dont près de la moitié sont des personnes de couleur communique dans plus de 100 langues⁵.

Malgré son histoire et ses caractéristiques particulières, Toronto fait aujourd'hui face à bon nombre de défis et de contradictions qui reflètent ou préfigurent ceux des autres villes. D'un côté, c'est le centre financier incontesté du Canada, une ville mondiale de niveau intermédiaire et un terrain de jeu culturel pour les gens d'affaires de Bay Street. Cette Toronto-là – le bastion riche et arrogant de la culture sociale, politique et économique anglo-saxonne du Canada – provoque un ressentiment visible dans les autres villes et régions partout au pays. Cependant, comme beaucoup de ses habitants le savent trop bien, la situation est très différente dans les rues et les immeubles résidentiels délabrés de ses nombreux quartiers pauvres. Dans un récent rapport, Centraide du Grand Toronto signalait ainsi « une augmentation spectaculaire des quartiers torontois qui affichaient un taux plus élevé de pauvreté durant les deux dernières décennies; ces quartiers ont plus ou moins doublé tous les 10 ans, passant de 30 en 1981, à 66 en 1991 et à 120 en 2001⁶ ».

La composition raciale changeante de la population de Toronto a beaucoup retenu l'attention des médias et du public au cours des 15 dernières années. Depuis 1990, des rapports statistiques successifs ont avancé des projections montrant que la majorité des Torontois seront bientôt d'origine non européenne. Le 23 mars 2005, Statistique Canada a publié de nouvelles données prouvant que d'ici 2017, plus de 50 % des résidents de la région du Grand Toronto feront partie des groupes de « minorité visible »⁷. Malgré leur poids numérique, la plupart des gens de couleur restent toutefois en marge de la vie économique et politique de la ville. Bien que la représentation quantitative ne constitue pas, en soi, une panacée, l'absence quasi totale de représentants des nombreuses communautés de couleur trahit une grave lacune de la gouvernance municipale. En effet, seulement trois conseillers (deux hommes et une femme) sur les quarante-quatre élus pour l'ensemble de Toronto sont des personnes de couleur⁸.

Ces dernières années, le conseil municipal a négligé presque entièrement les questions d'égalité entre les sexes dans la prise de décisions. Les préoccupations des femmes de couleur, qui représentent déjà près du quart de la population, ont donc été exclues des priorités lors de l'attribution concrète des ressources, des services et des mesures de soutien. Selon des militantes de couleur qui suivent les

⁵ Ville de Toronto. Internet : www.city.toronto.on.ca/quality_of_life/diversity.htm

⁶ Centraide du Grand Toronto, *Poverty by Postal Code*, Toronto, 2004.

⁷ Statistique Canada, *Projections de la population des groupes de minorité visible, Canada, provinces et régions 2001-2017*, 22 mars 2005, catalogue n° 91-541-XIE. Les renseignements ont aussi été mentionnés et commentés dans des articles publiés à la une des journaux *Toronto Star* et *Globe and Mail*, le 23 mars 2005.

⁸ En mars 2005, deux étaient d'origine chinoise et l'autre, d'origine indo-antillaise.

politiques publiques aux niveaux municipal, provincial et fédéral, la situation s'est dégradée depuis le début des années 1990 : il s'est en effet produit une augmentation fulgurante de la pauvreté racialisée et sexuée, un resserrement de la sécurité sociale, sans oublier une réduction des services et des programmes sociaux essentiels, notamment ceux devant répondre aux besoins particuliers des femmes et des communautés ethnoraciales.

À Toronto, la diversité multiculturelle tient lieu de discours officiel, mais les inégalités raciales grandissantes sont la réalité secrète. Les annonces publicitaires clament qu'on y trouve « un monde dans une ville » (*a world within a city*) et le slogan municipal « notre diversité, notre force » (*Diversity Our Strength*) sert à attirer les investisseurs et les touristes. Cette ville possède des atouts évidents pour offrir au monde entier le modèle d'une culture civique dynamique qui serait forgée entre des personnes aux multiples différences. Ses habitants tirent le meilleur parti de ces possibilités dans leur vie quotidienne, même si leur situation se détériore à mesure que progresse la pauvreté racialisée et sexuée. En effet, plus de 40 % des personnes de couleur vivant à Toronto sont pauvres⁹. Cela représente plus du double du taux observé pour le reste de la population.

Les femmes qui subissent les désavantages combinés du sexe, de la race et de la classe se retrouvent dans une situation encore plus difficile. Elles sont aux prises avec des problèmes pressants et urgents. En effet, le taux moyen de pauvreté varie de 53 % à 59 % pour les femmes seules¹⁰ et il grimpe même jusqu'à 96 % pour les mères de famille monoparentale de certaines communautés¹¹.

À Toronto, comme dans bien d'autres villes en Amérique du Nord et en Europe, une citoyenneté de plus en plus divisée se dessine; ses frontières correspondent aux lignes de fracture de la race, du sexe, de la pauvreté et de la situation géographique. Cela ressort nettement des expériences et des réalités des femmes de couleur à faible revenu dont la vie se trouve au carrefour de ces lignes de fracture. Leurs multiples désavantages combinés les expulsent de la citoyenneté sociale¹², même quand elles vivent en ville depuis des générations ou qu'elles ont leurs documents officiels depuis longtemps.

⁹ Kevin Lee, *Urban Poverty in Canada – A Statistical Profile*, Ottawa, Conseil canadien de développement social, 2000.

¹⁰ Michael Ornstein, *Ethno-Racial Inequality in Toronto: Analysis of the 1996 Census*, Toronto, Ville de Toronto, 2000, p. 100-101.

¹¹ *Ibid.*, p. 88. Le taux de 96,1 % concerne les mères de famille monoparentale ghanéennes; parmi les autres mères de famille parentale de différentes origines également touchées par la pauvreté, mentionnons les Tamoules (84,4 %), les Vietnamiennes (84,9 %), les femmes d'Amérique centrale (85,9 %), les Éthiopiennes (89,8 %) et les Somaliennes (89,2 %).

¹² J'emploie le terme « citoyenneté » dans son sens le plus large afin d'englober aussi bien les droits officiels de la citoyenneté conférés (ou non) par l'État que les formes officielles et officieuses de participation (ou de non-participation) aux autres formes non publiques de gouvernance et de prise de décisions telles que les institutions privées, les organismes communautaires et les organisations de la société civile, les institutions familiales et religieuses. Bref, la notion de citoyenneté sert ici à dénoter la participation réelle, plutôt que symbolique, à la vie publique.

Même si la situation de Toronto demeure unique à bien des égards, ces types de bouleversements démographiques, et les polarisations résultantes, apparaissent de plus en plus dans les villes d'Europe, d'Amérique du Nord et d'ailleurs. Les dangereuses contradictions entre le poids du nombre, d'une part, et la marginalisation, de l'autre, qui marquent l'existence des personnes de couleur à Toronto préfigurent les réalités en émergence dans d'autres villes-régions. La situation des femmes de couleur trace un portrait révélateur d'un aspect essentiel, mais généralement négligé, de la condition urbaine mondiale.

ORIGINE ET APPROCHE DE L'ÉTUDE DE CAS

La recherche-action *Breaking Isolation, Getting Involved* a été lancée avec l'appui d'un groupe ponctuel formé de militantes du mouvement des femmes. Elle a été surtout financée grâce à Condition féminine Canada, qui relève du gouvernement fédéral, et à une petite subvention supplémentaire de la ville de Toronto. Le projet a officiellement pris fin avec la publication du rapport intitulé *If Low Income Women of Colour Counted in Toronto*¹³ à l'automne 2003. Une coalition de militantes du mouvement des femmes a toutefois poursuivi le travail pendant une autre année, jusqu'en novembre 2004, pour veiller à ce que les constatations et les recommandations débouchent sur des actions. Le rapport a ainsi été remis aux hautes instances municipales : au Bureau du maire, au Comité des politiques et des finances, à de nombreux autres comités du conseil, aux cadres de divers services, organismes et commissions. En fin de compte, le travail direct pour le projet s'est échelonné sur quatre ans.

La conception de notre projet à multiples volets était, dans une certaine mesure, peu orthodoxe. Nous avons délibérément combiné l'analyse des politiques, la recherche et la défense des droits. À l'aide de méthodes quantitatives, qualitatives et militantes, nous voulions documenter et mettre en contexte les réalités des femmes de couleur pour les placer au centre de la vie sociale, politique et économique de la ville. Notre but n'était pas de produire un constat universitaire froid et détaché. Nous avons explicitement conçu le projet de manière à amorcer la tâche à long terme de contrer la marginalisation de ces femmes – une tâche qui tardait depuis trop longtemps – en faisant connaître leurs problèmes et en faisant entendre leurs voix dans l'arène publique. Comme le signalait l'introduction du rapport :

Parce qu'il avait été conçu pour susciter l'engagement des femmes au lieu de simplement les interroger, [le projet] misait sur des interactions assez intimes entre

¹³ Punam Khosla, *If Low Income Women of Colour Counted in Toronto*, Toronto, Community Social Planning Council, 2003. Internet : www.socialplanningtoronto.org.

l'animatrice et les participantes. Les femmes voyaient les réunions comme une occasion de partager leurs histoires, de s'écouter et d'apprendre, de l'animatrice comme des autres participantes, en discutant des liens entre leurs expériences et les politiques publiques élaborées à divers paliers (Traduction, Khosla, 2003 : 10).

La plupart du temps, les participantes ont progressivement noué des liens chaleureux de solidarité au fil de leurs conversations animées. Elles ont commencé à se voir dans un contexte plus large comme femmes de couleur vivant dans des quartiers à faible revenu partout à Toronto; elles ont senti plus d'empathie pour les gens de leur voisinage aux prises avec des difficultés. Elles ont dénoncé à maintes reprises le fait qu'elles avaient très peu de lieux permanents pour se réunir. Elles ont exprimé le désir d'apprendre, de partager et de décortiquer avec d'autres leurs expériences quotidiennes, à l'extérieur du monde du travail social où l'approche pathologique adoptée les catégorise comme des clientes problèmes.

Pour bien des participantes, il s'agissait là d'un territoire inconnu. Elles ont néanmoins trouvé du réconfort et de l'espoir, un espoir dont elles avaient tant besoin, dans ces réunions où elles avaient l'occasion d'analyser collectivement leurs réalités pour en tirer une vision globale dans un climat amical, terre à terre et empreint d'humour. Trop de femmes ont déclaré que les situations déshumanisantes qu'elles vivent dans la société dominante brisent régulièrement leur confiance. Même si bon nombre d'entre elles doutaient de la volonté des politiciens de les prendre au sérieux, elles reprenaient courage parce que les réunions leur donnaient le sentiment que des changements étaient possibles.

Voilà l'approche peu courante qui nous a permis d'obtenir les constats exposés dans notre rapport. Même si nous avions une méthode précise pour orienter les séances de discussion, aucune formule rigide ni aucun sondage standardisé n'aurait pu donner les révélations et les perspectives singulières que nous avons consignées. Ces résultats sont le fruit de l'engagement affectif des participantes, de l'animatrice et des partenaires de la communauté.

Comme chercheuse responsable du projet, auteure du rapport final, immigrante de première génération au Canada et femme de couleur, j'ai une relation complexe avec les enjeux et les femmes dont la vie et les points de vue constituent le cœur du présent travail. J'étais à la fois animatrice, participante, organisatrice et militante empathique. Mon exposé de la recherche effectuée, dans le rapport final comme dans la présente relecture, porte l'empreinte de cette relation et de ces rôles.

AMPLEUR DE L'ÉTUDE DE CAS

Le fait de travailler dans les quartiers était un aspect important du projet. Toronto a récemment pris l'allure d'une « mégalopole » lorsque la fusion a réuni en une

seule entité politique le centre-ville et les banlieues construites en périphérie durant la période de l'après-guerre. Pendant plusieurs décennies, les réformistes sociaux-démocrates de classe moyenne ont exercé une emprise politique considérable sur le cœur de la ville. Leur culture politique est donc entrée en conflit avec celle plus conservatrice des banlieues. La plupart des groupes de services sociaux, des coalitions de justice et des organisations de la société civile ont leur siège au centre-ville. Pourtant, à Toronto, la pauvreté dessine une courbe en forme de « U » autour du cœur de la ville; les deux branches de ce « U » étant les banlieues de l'ouest et de l'est dont l'extrémité sud est rattachée par le centre-ville¹⁴.

Vu la répartition géographique des investissements dans les logements sociaux, des zones d'établissement des populations immigrantes, de l'embourgeoisement des quartiers, de la discrimination sexuelle et raciale dans l'accès aux logements du centre-ville, beaucoup de personnes racialisées et pauvres ont été reléguées aux gratte-ciel privés et aux complexes de logements sociaux situés dans la courbe de la pauvreté. On trouve un nombre disproportionné de femmes pauvres et racialisées dans ces secteurs mal desservis. Pour engager un dialogue avec elles et pour dresser un portrait exact de leurs situations, nous devons nous rendre là où elles vivaient.

Les résultats du volet recherche sont tirés des conversations de groupe menées avec les femmes dans les quartiers ainsi que des observations des partenaires de la communauté – c'est-à-dire les groupes de femmes qui travaillent avec les femmes au quotidien. Le rapport final présente aussi des analyses élaborées à partir de diverses sources d'information : un suivi des politiques publiques et de l'actualité à la mairie; la participation active à des coalitions et à des campagnes menées à l'échelle de la province, de la ville et des quartiers sur des enjeux importants pour les femmes victimes de multiples formes de marginalisation; une recension de rapports de recherche et d'études statistiques connexes; et des entrevues avec des militantes du mouvement des femmes.

Les prochaines pages sont tirées de l'introduction et du sommaire du rapport *If Low Income Women of Colour Counted in Toronto*. Elles résument les grands enjeux soulevés par les participantes.

Délimiter les enjeux – Un bref aperçu

Pour les femmes de couleur de Toronto, la pauvreté est le plus important défi. Malgré toute leur débrouillardise, elles ne parviennent pas à se tirer des situations impossibles causées par la pauvreté. Les participantes, dont un bon nombre sont des immigrantes racialisées, continuent pourtant à nourrir le rêve d'une vie meilleure et plus autonome. Malgré un stress croissant et une santé précaire, ces femmes à faible reve-

¹⁴ Centraide du Grand Toronto, *Poverty by Postal Code*, Toronto, 2001. Voir la carte de la pauvreté pour 1981, 1991 et 2001 dans Internet : www.unitedwaytoronto.com/Poverty-by-Postal-Code/map-pages/toronto2001.html

nu tentent de transformer l'impossible en possible. Il leur est difficile de trouver des logements décents dans un marché locatif restreint. De nombreux propriétaires font aussi de la discrimination envers les femmes racialisées et les femmes chefs de famille monoparentale ou prestataires de l'aide sociale. De plus en plus de femmes perdent ainsi leur toit tandis que bien d'autres vivent une forme d'itinérance invisible où elles dorment chez des membres de la famille ou encore elles survivent avec peine dans des logements insalubres, dispendieux, surpeuplés, mal entretenus et trop souvent infestés d'insectes ou de vermine.

Malgré leur vif désir de travailler et d'améliorer leur situation financière, peu de femmes arrivent à obtenir un emploi. Les autres se retrouvent dans des emplois précaires, à temps partiel et mal rémunérés, avec peu d'espoir d'avancement. Beaucoup ne peuvent même pas chercher du travail parce qu'elles n'ont pas accès à des services de garde à prix abordable. Peu de femmes à faible revenu savent comment trouver des garderies réglementées et doivent, en général, se contenter d'arrangements informels. Ainsi, des femmes âgées dont beaucoup parlent à peine l'anglais sont obligées de prendre soin gratuitement des enfants de leurs enfants pendant de longues heures.

Les prestations de l'aide sociale ne permettent pas de payer les factures. Pourtant, elles ont un prix élevé. Elles privent en effet les prestataires de leur dignité et de leur droit à la vie privée en les soumettant à la surveillance constante d'autorités qui enquêtent pour trouver des « infractions » mineures comme avoir omis de signaler les cadeaux, la nourriture ou l'argent reçus des amis ou de la famille.

Les femmes ont profondément conscience de vivre dans un isolement qui les rend vulnérables. Les occasions d'établir des liens à l'extérieur de leurs réseaux familiaux, culturels et religieux immédiats sont toutefois extrêmement rares. Dans les anciennes banlieues comme dans les quartiers du centre-ville, les femmes ont mentionné qu'il n'y avait aucun endroit où elles pourraient faire la connaissance de femmes des autres communautés. Par conséquent, elles se retrouvent confinées entre les murs de leur foyer, ce qui les expose à subir la violence de leurs partenaires, de leurs enfants ou d'autres membres de leur famille. Certaines vivent au Canada depuis de nombreuses années, mais, même si elles ont suivi des cours d'anglais, elles n'ont jamais eu les occasions sociales nécessaires pour développer leurs capacités de conversation.

Il existe peu de lieux publics, laïcs et accessibles, surtout près de leurs foyers, où les participantes pourraient faire des activités saines et rencontrer d'autres femmes. Beaucoup de communautés manquent en effet de locaux. Les centres récréatifs publics, lorsqu'il y en a, exigent des frais pour la location des salles. Ils offrent aussi peu d'activités où les femmes peuvent venir de manière occasionnelle. Le Service des loisirs et des parcs de Toronto ne considère plus les femmes et les jeunes filles comme un groupe prioritaire. Les centres de loisirs leur offrent donc peu de programmes, voire aucun. Résultat : ils versent trop facilement dans une culture masculiniste de sports compétitifs qui exclue implicitement la plupart des femmes.

Pour les femmes à faible revenu, le transport est hors de prix. Celles qui utilisent le réseau de la Commission de transport de Toronto signalent de nombreux cas où des opérateurs de véhicules se comportent de manière discriminatoire et violente avec les femmes pauvres et racialisées. Les femmes handicapées ont, quant à elles, peu d'autres solutions que le transport adapté. Même si les véhicules arrivent parfois avec une à cinq heures de retard, elles doivent attendre à l'extérieur, peu importe les intempéries.

Les femmes racialisées et à faible revenu se méfient, non sans raison, des autorités. Autour des immeubles d'habitation publique, les policiers et les gardes de sécurité ont des préjugés au sujet des pauvres. Ils sont lents à répondre aux femmes qui leur téléphonent pour signaler un cas de violence conjugale, mais prompts à harceler leurs enfants qui socialisent à l'extérieur avec des amis du quartier.

Peu de femmes ont une connaissance élémentaire de leurs droits ou des recours possibles pour obtenir justice. À force d'être traitées chaque jour comme des citoyennes de seconde classe, certaines perdent l'espoir que des changements sont possibles. Si elles ne peuvent compter sur du soutien, des conseils et des encouragements, elles ne seront pas en mesure d'acquérir les compétences utiles pour revendiquer, individuellement ou collectivement, les changements si nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie.

Quand elles sont sur le point de craquer à cause de leurs situations stressantes, les femmes ont rarement accès à des services de counseling à prix abordable. Certaines se tournent donc vers les médecins. Les préjugés fondés sur la classe, la langue, la culture et le sexe font souvent en sorte que les professionnels du domaine médical comprennent mal les femmes, ne les croient pas ou ne leur prêtent pas attention. Un tel manque de communication peut avoir des effets désastreux.

Les groupes de femmes, là où ils existent, offrent une lueur d'espoir. Ils font cependant face à d'énormes besoins avec des moyens très limités en fait de personnel, de locaux et de ressources financières. Les centres de femmes sont forcés de définir strictement leur travail en fonction des diktats des organismes de financement. Bon nombre d'entre eux n'ont plus la possibilité d'accueillir les femmes de manière occasionnelle.

La plupart des groupes qui offrent aux femmes des initiatives ethnospcifiques se trouvent à peu près dans la même situation que leur clientèle. Ils ont peu de financement stable, voire aucun. Ils doivent fonctionner avec des projets à court terme assurés par des bénévoles et du personnel temporaire, à temps partiel et sous-payé qui n'a jamais l'occasion de parfaire ses compétences. Quant aux grands organismes de services communautaires, ils adoptent en général une perspective neutre par rapport au sexe ou à la race. Ils ne tiennent donc pas compte des problèmes complexes et différents que vivent les femmes en raison des effets combinés du racisme, du sexisme, de la pauvreté, du statut d'immigrante ou de réfugiée, des handicaps, de la vieillesse, du veuvage ou de la monoparentalité.

En somme, les femmes souffrent d'un manque chronique de ressources et de soutien. Elles ont très peu d'occasions de faire des revendications pour elles-mêmes ou pour leurs communautés. Elles ont rarement des contacts avec d'autres femmes vivant des situations semblables à l'extérieur de leur famille ou de leurs communautés culturelles, encore moins avec des femmes des autres quartiers de Toronto. Dans leurs communautés racialisées, les voix des femmes pauvres, âgées, seules et handicapées sont étouffées par celles des hommes opulents et influents auxquels on confie, avec empressement, le rôle de porte-parole officiels pour toute la communauté (Khosla, 2003 : 11-13).

D'AUTRES POSSIBILITÉS ET D'AUTRES POLITIQUES

Le projet de recherche concernait les enjeux locaux et municipaux, mais les réalités des femmes débordaient tous les cadres politiques habituels. Après avoir décrit les problèmes auxquels elles se butaient, les participantes ont cherché ensemble à se retrouver parmi les divers paliers de gouvernement responsables et les divers types de taxes ou d'impôts qu'elles versent à chacun d'eux. Elles ont ensuite pu formuler leurs premières idées d'action, idées qu'un sous-comité a ensuite complétées pour rédiger huit initiatives à recommander à la mairie.

Vu le caractère systémique des problèmes soulevés, les membres du sous-comité craignaient que les recommandations ne soient perçues comme une « solution rapide » qui permettrait aux politiciens d'esquiver les implications plus profondes des résultats de la recherche. Nous avons reconnu que le seul moyen d'obtenir une attention permanente des décideurs était d'exercer des pressions politiques soutenues. Nous avons donc convenu de présenter les initiatives recommandées comme les premiers pas nécessaires pour « démarrer » le changement. Nous savions toutefois que la condition préalable pour opérer une transformation plus fondamentale était qu'un grand nombre de femmes de couleur s'engagent au niveau municipal pour travailler à l'intérieur des quartiers et avec les divers quartiers. Par conséquent, la principale recommandation appelait à mettre sur pied, dans les communautés, un réseau de centres de femmes. Leur mandat serait d'offrir des locaux et du soutien social dans les quartiers et de permettre aux femmes d'établir les contacts et de développer les compétences nécessaires pour s'organiser afin de faire valoir leurs droits. Comme le mentionnait le rapport :

Avec l'appui des fondations et des gouvernements, ils [les centres de femmes] seraient ouverts à temps plein et seraient conçus comme des haltes-accueils et des installations communautaires pour les femmes à faible revenu et les victimes de multiples formes de marginalisation, en particulier les femmes de couleur, immigrantes et réfugiées. Ces espaces publics offriraient des ressources, du répit, de l'éducation civique, du soutien pour favoriser l'engagement et la revendication, mais pas des services sociaux individuels. Ils dirigerait plutôt les femmes vers les services communautaires néces-

saïres pour répondre à leurs besoins. Au départ, ils ouvriraient leurs portes durant la journée et offriraient des activités en soirée à l'occasion, mais ils pourraient prolonger leurs heures d'ouverture à plus long terme (Traduction, Khosla, 2003 : 14).

Parmi les autres initiatives recommandées, mentionnons : l'amélioration des normes domiciliaires de la ville où « les logements publics, privés et sans but lucratif seraient évalués selon le barème satisfaisant/insatisfaisant et des amendes seraient imposées aux propriétaires qui refusent de maintenir des normes publiques élevées garantissant aux locataires un milieu de vie sain et décent » (Traduction, Khosla, 2003 : 15); l'accès au transport grâce à des laissez-passer offerts à prix réduit aux prestataires de l'aide sociale et à une intervention pour lutter contre le racisme, le sexisme et les autres formes de traitement discriminatoire dans les autobus, les tramways et le métro de la ville; une formation pour combattre la violence qui serait offerte au personnel de première ligne des organismes ethnospécifiques et des organismes d'établissement des personnes immigrantes, ainsi qu'aux militantes des droits des femmes à faible revenu et aux intervenantes communautaires travaillant avec des survivantes de la violence; un meilleur accès aux centres et aux programmes récréatifs publics pour les femmes de couleur grâce à diverses mesures comme l'abolition des frais d'utilisation, l'élaboration de programmes et de moyens publicitaires adaptés aux plans linguistique et culturel, une formation pour combattre le racisme qui serait offerte au personnel des services de loisirs, et des sports et de l'activité physique pour femmes seulement; une campagne d'information multilingue pour favoriser un meilleur accès à tous les services et les programmes de la ville; un réexamen des services de santé publique pour connaître les problèmes vécus par les femmes de couleur; et la mise sur pied d'un conseil de planification sociale, communautaire et interculturel, qui serait chargé de répondre aux besoins transversaux des femmes à faible revenu, racialisées et marginalisées.

LES RÉSULTATS OBTENUS À LA MAIRIE

En juillet 2004, le Comité des politiques et des finances de Toronto a appuyé en principe les constats et les recommandations du rapport. Il a transmis chaque recommandation au comité municipal compétent qui devait veiller à la mise en oeuvre et envisager, le cas échéant, l'octroi de fonds au cours du processus budgétaire de 2005. Durant cette période, une coalition de militantes a rencontré le personnel du Bureau du maire, les conseillers municipaux et les hauts fonctionnaires pour assurer le suivi. Le rapport aura au moins réussi à attirer l'attention sur les problèmes des femmes de couleur à faible revenu et à susciter une discussion tant attendue sur leur situation. Comme prévu, dans la plupart des cas, l'intérêt fut de courte durée et fluctua au gré de la place accordée à la question dans les médias.

Le problème du racisme systémique envers les gens de couleur dans le système de transport en commun souleva la plus vive controverse. Les gestionnaires de la Commission de transport de Toronto et le syndicat des opérateurs de véhicule réagirent avec véhémence. Ils prirent une attitude défensive, nièrent la possibilité même de pratiques racistes et se présentèrent comme les victimes de passagers agressifs et violents. Même si la Commission avait au départ appuyé l'appel à tenir une enquête sur la discrimination systémique, elle a, en fin de compte, écarté cette proposition pour des considérations budgétaires. Elle s'est contentée d'exhorter les gouvernements fédéral et provincial à remédier au sous-financement du système de transport.

Le Service des loisirs et des parcs opposa la plus forte résistance : il ne prêta aucune attention aux recommandations du rapport. Il continue d'ailleurs à planifier et à offrir ses programmes sans tenir compte, dans une large mesure, du sexe et de la classe sociale. Ce faisant, il néglige les besoins et les expériences spécifiques des femmes à faible revenu. À la suite des priorités fixées par le Bureau du maire, le Service accorde une certaine attention aux jeunes et aux communautés immigrantes. De façon générale, il poursuit toutefois ses objectifs : obtenir des revenus en imposant des frais d'utilisation, réaliser des « économies » et privatiser les programmes.

D'autres secteurs ont manifesté une certaine ouverture à l'égard des constats de notre rapport. Le Service de santé publique a ainsi pris des mesures afin de ré-examiner les obstacles systémiques auxquels se heurtent les femmes de couleur pour obtenir des services. Le Service des affaires communautaires et de quartier songe à subventionner un centre de femmes dans l'un des quartiers à titre de projet-pilote. Le conseil municipal a reconnu qu'il était nécessaire d'améliorer les normes domiciliaires. Malheureusement, la concurrence féroce pour les fonds disponibles et les guerres intestines entre les groupes de revendication traditionnels professionnalisés ont mis en veilleuse la proposition de former un conseil interculturel de planification sociale pour les femmes.

LES RÉSULTATS OBTENUS DANS LA COMMUNAUTÉ

Certaines des participantes de la recherche-action tentent d'établir un centre de femmes dans l'un des quartiers les plus pauvres de Toronto à titre de projet-pilote communautaire. Elles espèrent qu'il servira de prototype pour ouvrir, partout dans la ville, des centres pour les femmes de couleur qui seront gérés par les communautés.

Malgré la résistance qu'il a suscitée, le rapport *If Low Income Women of Colour Counted in Toronto* a rempli en bonne partie sa fonction : il a dispersé des graines qui devraient, avec le temps, germer, prendre racine, puis faire émerger de nouvelles formes organisationnelles et politiques. Les groupes de femmes et d'autres

groupes communautaires ont manifesté un vif intérêt pour les constatations du rapport; ils continuent de demander des conférences et des ateliers sur les problèmes soulevés. Cet intérêt dépasse d'ailleurs les frontières de la ville, de la province et du Canada.

Il est important de noter qu'en dépit des gains marqués, le contexte économique et politique général a peu changé. Par conséquent, la situation des femmes dont les expériences et les idées forment le cœur de notre rapport demeure inchangée.

LES INCIDENCES PLUS LARGES

La situation des femmes de couleur vivant à Toronto, décrite dans notre étude de cas, révèle l'émergence d'une fracture réelle qui s'opère dans la citoyenneté sociale à l'intérieur des espaces urbains en Occident. Les femmes sont aux prises avec un paradoxe complexe. D'un côté, elles se retrouvent isolées, immobilisées, marginalisées et violentées. De l'autre, elles accomplissent des fonctions sociales essentielles en assurant, au quotidien, la subsistance, la santé et la survie de leurs familles et de leurs communautés. La mondialisation néolibérale et la polarisation qu'elle provoque en fonction de la race, du sexe et du statut économique font des femmes des actrices essentielles, mais invisibles, de l'économie et de la vie sociale en Occident.

C'est au niveau national que l'on utilise les moyens les plus visibles pour maintenir une citoyenneté sociale à deux vitesses à l'intérieur des sociétés occidentales. Au cours des dernières années, on a resserré les lois et les politiques qui régissent la détermination du statut de réfugié, les procédures d'immigration, les contrôles aux frontières, sans oublier les mesures de sécurité nationale et d'obtention de la citoyenneté formelle. Cette démarche était amorcée avant les attaques du 11 septembre contre le World Trade Centre, à New York, mais elle s'est accentuée au lendemain de ces événements avec l'adoption des mesures de lutte contre le terrorisme.

Comme le révèlent l'étude de cas et une école de pensée qui gagne du terrain dans le domaine de la recherche urbaine, les mesures de contrôle social très explicites au niveau national ont été simultanément renforcées dans les villes et les régions urbaines environnantes. De multiples processus de privatisation et de criminalisation ont créé des formes racialisées et sexuées de ségrégation et de re-ségrégation. Ils ont produit deux catégories distinctes de citoyens : les exclus de la citoyenneté et les autres.

Quand les femmes n'arrivent pas à obtenir des emplois, des services ou des mesures de soutien communautaires, qu'elles ne sont pas mobiles et ne parlent pas l'anglais, qu'elles vivent de la discrimination raciale et sexuelle dans l'espace public, et de la violence dans la sphère privée de leurs foyers, leur isolement a de

profondes répercussions sociales et politiques. Leurs liens avec la sphère politique sont rompus en raison d'un manque d'accès à la vie publique et d'une absence de sécurité sociale, économique et personnelle. Pour les femmes, cette privatisation de leur existence est le prolongement des processus généraux de privatisation qui sont au cœur de la présente conjoncture.

LA PRIVATISATION

La privatisation est l'une des grandes manifestations du changement de cap qui mène les sociétés à s'éloigner de l'État-providence keynésien pour adopter l'approche de « libre marché » préconisée dans la mondialisation néolibérale. Les gouvernements ont retiré les fonds publics qu'ils consacraient à la reproduction sociale et à la responsabilité collective à l'égard du bien commun, puis ils ont privatisé leurs services et diminué leurs dépenses. Ces mesures ont, en retour, mené à un recul des prestations de l'aide sociale, des soins de santé, des logements sociaux, des transports publics, de l'aide juridique, de l'espace public, des services communautaires et des mesures de soutien à tous les paliers de gouvernance.

Les compressions imposées dans les services et les programmes sociaux déplacent la responsabilité vers les « familles » où le travail revient par défaut aux femmes, qui sont forcées de combler le vide ainsi laissé. Les fonctions essentielles de santé, de soins aux personnes âgées, de garde des enfants et de soutien social que l'État n'assume plus ne disparaissent pas pour autant : elles deviennent du travail non rémunéré et des emplois sous-rémunérés qui retombent en grande partie sur les épaules des femmes de couleur (Bakker et Gill, 2003).

Cette dévolution silencieuse des fonctions sociales aux femmes victimes de multiples formes de marginalisation a été fortement corroborée par notre projet. Dans tous les quartiers de Toronto, les propos des résidentes, des travailleuses communautaires et des militantes se faisaient écho. Il était question de femmes obligées de concilier les exigences d'un emploi mal rémunéré avec l'éducation des enfants, les soins aux membres âgés et malades de la famille tout en négociant avec des autorités et des institutions sexistes et racistes, mais sans bénéficier d'un soutien social reconnu par la loi pour assurer leur santé physique et mentale ou leur bien-être.

Presque toutes les femmes que nous avons rencontrées étaient sans emploi ou sous-employées. Pour elles, un emploi stable serait un privilège. Les immigrantes parrainées n'ont aucune source indépendante de revenu. Quand l'accès au travail rémunéré devient l'apanage d'une fraction de plus en plus réduite de la population, la survie quotidienne elle-même subit une privatisation.

Les femmes de couleur sont bel et bien renvoyées à la sphère domestique. Elles ont peu le temps de sortir et ne peuvent se payer le transport en commun. Même

quand elles arrivent à trouver le temps et l'argent, elles trouvent peu de lieux communautaires et publics où elles se sentent bien accueillies.

Les espaces, les services et les programmes publics sont en train d'être effectivement fermés à de vastes secteurs de la population. Là où ils existent encore, leur accessibilité a été fortement réduite par diverses mesures : frais d'utilisation, offre limitée, critères d'admissibilité étroits, manque d'information ou discrimination systémique. Beaucoup de femmes sont ainsi mises à l'écart par un simple manque d'information. Elles ignorent qu'il y a, dans leurs quartiers, des centres récréatifs, des subventions pour les services de garderie et d'autres programmes ou elles apprennent avec surprise qu'elles peuvent y avoir recours. La déshumanisation, le racisme et une culture autoritaire en expansion viennent s'ajouter aux obstacles qu'elles doivent surmonter.

LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA GOUVERNANCE MUNICIPALE

La privatisation ne prend pas toujours la forme évidente d'une liquidation des biens publics au profit du secteur privé. Les partenariats public-privé (PPP) – où le secteur public assume en bonne partie les risques financiers d'un projet tout en remettant les fonctions de gestion et de gouvernance à des organismes autonomes – gagnent en popularité¹⁵. La prise de décisions est alors retirée du domaine des institutions publiques (Swngedouw, 2000). Les organismes sans but lucratif de « la société civile » sont aussi utilisés comme solutions peu coûteuses pour remplacer les programmes sociaux autrefois gérés par les gouvernements. Ils obtiennent toutefois rarement les fonds nécessaires pour assurer de manière adéquate les services qu'ils se sont engagés, par contrat, à donner. En s'efforçant de sauver des programmes voués, autrement, à la disparition, ils deviennent les gestionnaires privés, sans but lucratif, de services insuffisamment financés qui dépendent d'un grand nombre de bénévoles. Même s'il est permis de penser que ces organismes sont plus près des communautés à certains égards, ils ont moins d'exigences à respecter que le secteur public en matière de reddition des comptes. Comme Lake et Newman le signalaient dans leur travail sur « l'État fantôme » :

Même si l'on a généralement noté l'expansion, en taille et en importance, du secteur sans but lucratif, on a moins prêté attention à l'impact de cette tendance sur la signification et les implications de la citoyenneté. Si les institutions sans but lucratif assurent sans cesse davantage de fonctions auparavant assumées par l'État, mais dans un contexte d'inégalité d'accès et de participation à l'État fantôme, cela pourrait provoquer une exclusion sélective ou une citoyenneté différentielle. Les effets négatifs d'une telle citoyenneté différentielle frapperont sans doute plus directement les secteurs de la

¹⁵ Selon le rapport *State of the World's Cities* de l'ONU-Habitat, publié en 2001, 63 % des villes dans le monde ont conclu des partenariats public-privé depuis 1996.

population qui dépendent le plus des services et des fonctions que l'État a transférés au secteur sans but lucratif (Traduction, Lake et Newman, 2002 : 109).

Cette citoyenneté différentielle constitue un problème autant pour les groupes de « la société civile » que pour l'État. À Toronto, le climat créé par la réduction du financement a favorisé l'émergence d'une culture de concurrence entre organismes communautaires. À mesure que les enjeux politiques et pratiques augmentent, les syndicats et les organismes de services sociaux qui comptent sur une source stable de revenus sont devenus *les* voix influentes de la communauté à la table de décision. À l'intérieur du milieu de la justice sociale, les pratiques transparentes et démocratiques sont trop souvent mises de côté sous prétexte de protéger l'intégrité des organismes et d'assurer leur survie. Toute tentative de discuter de la manière dont le développement social, politique et économique touche différemment les femmes et les groupes racialisés est alors vue comme une source de divisions et une menace pour la survie du milieu communautaire.

L'expansion de l'État fantôme facilite, bien que ce soit à son insu, l'expansion de l'État autoritaire et le déplacement des dépenses publiques auparavant consacrées à la sécurité sociale vers la sécurité « dure ». À des degrés divers, tous les paliers de gouvernement en Occident ont redirigé leurs ressources et leurs priorités vers les services de police, les contrôles frontaliers, le secteur militaire, les services de renseignements et, plus récemment, les mesures de lutte contre le terrorisme.

LA CRIMINALISATION

La criminalisation croissante des pauvres, des populations racialisées et des femmes rétrécit la définition même des personnes qui constituent le « public » méritant. La stigmatisation des quartiers à faible revenu dans la presse alimente l'impression que les crimes augmentent à Toronto alors même que les statistiques indiquent tout le contraire. Les partisans des forces policières ont misé sur la « peur du crime » pour justifier des mesures de maintien de l'ordre à l'Américaine visant à empêcher le crime avant qu'il ne soit commis. Malgré les démentis constants des autorités policières et des politiciens conservateurs, les pratiques de discrimination et de profilage racial appliquées par la police de Toronto sont maintenant bien documentées. Diverses mesures ciblées de maintien de l'ordre frappent les secteurs pauvres, touristiques et commerciaux, notamment : les opérations périodiques de ratissage des indigents et des sans-abri dans les parcs; les interpellations injustifiées des jeunes gens de couleur; et les descentes dans les bars du district gay. En 2002, le *Toronto Star*, principal grand quotidien de la ville, a publié des données des services de police confirmant le recours généralisé au profilage racial qu'il avait obtenues grâce à une demande d'accès à l'information. Dans un rapport subséquent, la Commission ontarienne des droits de la personne a aussi fourni la preuve de nombreux cas de pratiques policières ra-

cistes. Voilà pourquoi les femmes originaires de la Somalie, des Antilles ou de l'Asie du Sud craignent pour leurs enfants, qui vivent sous la menace constante du harcèlement policier dans leurs quartiers (Khosla, 2003 : 74-75).

Les villes occidentales ont servi de laboratoires pour l'instauration des mesures de loi et d'ordre. La théorie « des fenêtres brisées » – qui préconise d'adopter des mesures policières préventives en réprimant par des poursuites judiciaires sévères les délits mineurs afin d'empêcher des crimes plus graves¹⁶ – inspire maintenant de nombreuses initiatives policières urbaines partout dans le monde. Elle a motivé la politique tant vantée de « tolérance zéro » de New York, mise en place par l'ancien maire, Rudy Guiliani, qui permit de débarrasser les rues des sans-abri, des jeunes *squeegee* et des pauvres de couleur pour ouvrir la voie à l'embourgeoisement des quartiers et au réaménagement urbain. Maintenant, les maires des villes occidentales, y compris Ken Livingstone le maire « rouge » de Londres, invoquent ce concept de tolérance zéro pour imposer des stratégies plus strictes de maintien de l'ordre¹⁷. Neil Smith, chercheur spécialiste des questions urbaines, fait la mise en garde suivante :

Le danger est que le modèle de New York devienne, comme ce fut le cas dans les années 1970, le gabarit d'un revanchisme mondial postlibéral qui pourrait s'abattre sur différents groupes sociaux à différents endroits, à des degrés différents et sous des formes très différentes (Traduction, Smith, 2001 :73).

Les pratiques de loi et d'ordre s'étendent toutefois au-delà des services de police. Le discours de la criminalisation classe la population en deux catégories de citoyens, les « méritants » et les « non-méritants », indépendamment de leur statut officiel. À Toronto, il est évident que les groupes présumés non méritants, implicitement et explicitement, sont les pauvres, les sans-emploi et les prestataires de l'aide sociale. Le discours de la criminalisation s'accompagne d'une gamme de politiques qui accroissent les pouvoirs punitifs des autorités dans toutes les sphères d'interaction sociale. Ainsi, les gens de couleur, les femmes, les sans-abri et les pauvres sont présumés être des criminels et des voleurs par un nombre croissant de gens qu'ils côtoient. Pour les fonctionnaires de l'aide sociale, les employés du Service des loisirs et des parcs, les opérateurs du transport en commun ou les travailleurs communautaires de première ligne, le rôle des intermédiaires publics et gouvernementaux a changé : au lieu de combler ou de réduire les écarts sociaux, il consiste maintenant à assurer le maintien de ces écarts par des pratiques de loi et d'ordre.

¹⁶ Cette théorie de James Q. Wilson et George Kelling fut formulée pour la première fois dans un article publié dans *The Atlantic* en mars 1982.

¹⁷ *The Economist*, 19 février 2004.

Les lignes tracées pour contenir cette présumée criminalité correspondent aux contours d'une citoyenneté à deux vitesses qui commence à émerger à Toronto. Les citoyens de seconde classe comprennent les immigrants, les Noirs, les personnes qui ne parlent pas l'anglais couramment ou sans accent ou qui ne sont pas d'origine européenne, les jeunes, les femmes et les mères de famille monoparentale.

L'adoption de mesures policières sévères, l'érosion de la sécurité sociale et les privatisations font reculer les droits et les concessions remportés, dans les années 1950 et 1960, par les militants antiracisme, les féministes, les mouvements de libération du Tiers monde et les mouvements fondés sur les classes sociales. Comme le révèle le cas de Toronto, il en résulte une réelle exclusion qui frappe de larges pans des populations diverses, vulnérables et défavorisées vivant dans les villes occidentales au profit d'une élite de plus en plus réduite qui s'enrichit.

Les campagnes en faveur d'une démocratisation des villes occidentales qui sont menées sans reconnaître, aborder et régler ces réalités profondément enracinées ont peu de chance de mener à des transformations véritables. En tant qu'actrices principales du nouveau paradigme de la survie, les femmes de couleur à faible revenu ont un rôle essentiel à jouer dans tout projet de démocratisation. Notre étude de cas a fait clairement ressortir la nécessité de susciter leur engagement, mais elle a aussi révélé leur empressement à participer. Il revient donc aux personnes qui ont la capacité organisationnelle d'entendre cet appel. Comme notre rapport le signalait en conclusion :

Le besoin d'approches proactives dans la ville n'a jamais été aussi criant. Les inégalités fondées sur la race et le sexe ne datent pas d'hier. Au cours des 15 dernières années, cependant, la féminisation et la racialisation de la pauvreté et de la ségrégation ont créé, à Toronto, une sous-classe en expansion – qui bascule à l'extérieur des processus démocratiques de prise de décisions et de résistance communautaire. Seul un effort concerté des décideurs, des analystes, des militants et des résidents pour mener une action significative pourra reverser cette tendance (Traduction, Khosla, 2003 : 13).

BIBLIOGRAPHIE

- BAKKER, I. et S. GILL. *Power, Production and Social Reproduction*, Hampshire, New York, Palgrave, 2003.
- BRENNER Neil et Nik THEODORE. *Spaces of Neoliberalism*, Oxford et Malden, Blackwell Publishing, 2002.
- CRENSHAW, Kimberle Williams. « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color », dans *The Public*

- Nature of Private Violence*, sous la dir. de Martha Albertson Fineman et Rixanne Mykitiuk, New York, Routledge, 1994.
- DAVIS, Mike. « Planet of Slums », *New Left Review*, vol. 26, mars-avril 2004, p. 5-34.
- DIKEC, Mustapha. « Police, politics, and the right to the city », *Geojournal*, vol. 58, n° 2-3, 2002, p. 91-98.
- FINCHER, Ruth et Jane M. JACOBS (dir.). *Cities of Difference*, New York et Londres, The Guildford Press, 1998.
- FONG, Eric et Kumiko SHUBIYA. « The Spatial Separation of the Poor in Canadian Cities », *Demography*, vol. 37, n° 4, 2000, p. 449-459.
- GOONEWARDENA, Kanishka et Katherine RANKIN. « A Desire Called Civil Society: A Contribution to the Critique of a Bourgeois Category », *Planning Theory*, vol. 3, n° 2, 2004, p. 117-149.
- HARVEY, David. « Possible Urban Worlds », The Fourth Megacities Lecture, novembre 2000. Internet : http://www.megacities.nl/lecture_4/invitation.html
- KATZ, Cindi. « Vagabond Capitalism and the Necessity of Social Reproduction », *Antipode*, vol. 33, n° 4, septembre 2001, p. 708-727.
- KHOSLA, Punam. *If Low Income Women of Colour Counted in Toronto*, Toronto, Community Social Planning Council, 2003.
- KIPFER, Stefan et Roger KEIL. « Toronto Inc? Planning the Competitive City in the New Toronto », *Antipode*, vol. 34, n° 2, mars 2002, p. 227-264.
- LAKE, R. et K. NEWMAN. « Differential Citizenship and the Shadow State », *Geojournal*, vol. 58, n° 2-3, 2002, p. 109-120.
- NIGHTINGALE, Carl H. *Are There any Ghettos in the Global City? (and Other Questions about World Historical Change)*, 2000, texte inédit.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (ONU-HABITAT). *The State of the World's Cities Report 2001*. Nairobi, ONU-Habitat, 2001, consulté en ligne en mars 2005 : www.unchs.org/istanbul+5/statereport1.htm
- SASSEN, Saskia. « Whose City is it? Globalization and the Formation of New Claims », dans *Cities and Citizens*, sous la dir. de James Holston, Durham et Londres, Duke University Press, 1999, p. 177-194.
- SILLIMAN Jael et Anannya BATTACHARJEE. *Policing The National Body: Race, Gender and Criminalization*, Cambridge, Mass., South End Press, 2002.
- SMITH, Neil. « New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy », dans *Spaces of Neoliberalism Urban Restructuring in North Ame-*

rica and Western Europe, sous la dir. de Neil Brenner et Nik Theodore, Oxford, Blackwell Publishers Ltd., 2002.

SMITH, Neil. « Global Social Cleansing: Postliberal Revanchism and the Export of Zero Tolerance », *Social Justice*, vol. 28, n° 3, 2001, p. 68-73.

SMITH, Neil. « Neoliberal Urbanization in Europe: Large Scale Urban Development Projects and the New Urban Policy », dans *Spaces of Neoliberalism Urban Restructuring in North America and Western Europe*, sous la dir. de Neil Brenner et Nik Theodore, Oxford, Blackwell Publishers Ltd., 2002.

SMITH, Neil. et M. KAIKA, « 'Glocal' Urban Modernities: Exploring the Cracks in the Mirror », *City*, vol. 7, n° 1, 2003, p. 5-21.

SMITH, Neil. « Let the People Govern? Civil Society, Governmentality, and Governance-Beyond-the-State », 2004, manuscrit.

SWYNGEDOUW, Erik. « Authoritarian Governance, Power and the Politics of Rescaling », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 18, 2000, p. 63-76.

